

**ARRÊTÉ PORTANT INTERDICTION DE STATIONNER
SUR UNE PORTION DU PARKING DE LA SALLE DES SPORTS « BRIQUETERIE »
LUNDI 3 OCTOBRE 2022 AU MERCREDI 19 OCTOBRE 2022 INCLUS**

Le Maire de Sailly-sur-la-Lys ;

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Considérant qu'en raison de la fête foraine organisée par la commune, **lundi 3 octobre 2022 au mercredi 19 octobre 2022 inclus**, il y a lieu de réglementer le stationnement comme suit ;

ARRETE

ARTICLE 1 : **A compter de lundi 3 octobre 2022 jusqu'à mercredi 19 octobre 2022 inclus**, à l'exception des véhicules d'ordre et de secours et les véhicules des organisateurs de la fête foraine, le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur un portion du parking de la salle des sports de la Briqueterie.

ARTICLE 2 : Une signalisation temporaire délimitant le secteur concerné par cette interdiction sera mise en place par le personnel communal. La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

ARTICLE 3 : Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera constaté et considéré gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la route.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier ainsi qu'à l'Hôtel de ville de Sailly-sur-la-Lys ;

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6 : M. le Directeur Général des Services, l'officier commandant l'unité territoriale de Gendarmerie de Laventie, le responsable des services techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sailly-sur-la-Lys, le - 5 OCT. 2022

AR2022_130

Le Maire,
Jean-Claude THOREZ



DGS